

*Initiatives ministérielles*

partis. Je suis quelque peu surpris par les diverses façons d'aborder le problème, madame la Présidente.

Je me suis demandé alors, comme le fait le ministre des Finances depuis quelque temps, j'en suis persuadé, comment nous en étions arrivés à la situation actuelle. Nos vis-à-vis—et je ne crois pas qu'ils pensent vraiment ce qu'ils disent—rejetent tout le blâme sur une politique en vigueur depuis près de neuf ans maintenant, le fait que le Parti libéral leur avait laissé une énorme dette.

Eh bien, je ne pense pas qu'ils le croient vraiment, madame la Présidente. C'est certes plus que cela. Cependant, pour replacer les choses dans leur contexte, alors que nous examinons aujourd'hui les mesures que renfermait le mini-budget qui a été présenté hier, nous devons en fait, nous demander pourquoi diable nous en sommes rendus là aujourd'hui.

Eh bien, un certain nombre de choses se sont produites depuis huit ans et demi. Au cours de cette période, je prétends que cinq années environ ont été relativement bonnes, prospères en quelque sorte. On a donc eu l'occasion de créer des emplois et de réduire les dépenses de l'État, chose que le gouvernement essaie de faire maintenant. Cependant, lorsqu'on attend huit ans pour le faire et qu'on se retrouve dans la terrible situation actuelle, il est très difficile d'un seul coup, avec un seul budget—et peut-être qu'il en reste un seul important avant les prochaines élections—d'adopter vraiment une politique pouvant contrer ce qui s'est produit au cours des huit dernières années et permettant de faire oublier les erreurs du passé dans si peu de temps.

Je reconnais que le ministre des Finances n'avait pas une grande marge de manoeuvre. En ce sens, je compatis avec lui, car je reconnais qu'il n'est pas facile de présenter une politique acceptable à ses collègues et au Canada, y compris à l'opposition.

Cependant, durant ces huit années et demie—et je vais utiliser ce chiffre même si c'est un peu moins—, les dépenses de l'État ont augmenté en moyenne de 4 p. 100 environ par année, ce qui était légèrement supérieur à l'inflation. Ce n'était pas une bonne chose au départ. Je crois que le gouvernement aurait pu faire quelque chose pour remédier à cette situation.

En outre, les paiements d'intérêt sur la dette, qui représentent maintenant 26 p. 100 de toutes les dépenses de l'État, ont augmenté au rythme de 9 p. 100 par an. Lorsqu'on consacre 9 p. 100 par année au paiement de l'intérêt sur le déficit et la dette nationale et lorsque les

dépenses de l'État augmentent de 4 p. 100 par année, il est très difficile de faire quoi que ce soit pour améliorer les choses. C'est ce qui se passe fondamentalement, en moyenne, depuis huit ans.

Il y a d'autres choses qui réduisent notre marge de manoeuvre. Le ministre des Finances s'est trompé dans ses prévisions. J'ai fait des prévisions dans ma vie et, du fait de la situation mondiale, il est très difficile d'établir des prévisions précises à 10 ou 15 p. 100 près. Cependant, ses prévisions sont très loin de la réalité, et je suis persuadé que le ministre en est embarrassé.

Il reçoit des conseils de ses collègues, et il n'y a aucun doute qu'à chaque budget, on souhaite améliorer les choses, mais nous en sommes rendus au budget n° 8 ou peut-être n° 9 et nous entendons toujours les mêmes histoires et nous sommes aux prises avec les mêmes projets qui, fondamentalement, nous laissent avec le même déficit que nous avions il y a huit ans. Beaucoup de Canadiens ont du mal à comprendre cela.

En plus des autres choses que j'ai mentionnées, la croissance des dépenses de l'État et l'augmentation de 9 p. 100 du service de la dette, dans cette période, il y a eu 32 augmentations d'impôts, ce qui fait qu'il est loin d'être facile pour le gouvernement d'utiliser maintenant des mesures fiscales afin de l'aider à se sortir de cette situation difficile et désastreuse, dans laquelle il est placé.

Le déficit s'élève à environ 34,5 milliards de dollars. Le gouvernement percevra des recettes de 122,2 milliards de dollars et il en dépensera 156,7 milliards. Je me trompe peut-être de 0,1 milliard de dollars. Toutefois, si j'analyse la question, je constate que ces recettes de 122,2 milliards de dollars sont versées en grande partie par les Canadiens de la classe moyenne, puisque la moitié à elle seule vient de l'impôt sur le revenu. Or, tous les députés savent que ces impôts incombent surtout à la classe moyenne.

Un autre tranche de 12 p. 100 est attribuable à la TPS, et la TPS, c'est surtout les gens de la classe moyenne qui les paient parce qu'ils dépensent proportionnellement plus en produits de consommation. Une tranche de 13 p. 100 vient des cotisations d'assurance-chômage, dont plus de la moitié sont versées par la classe moyenne. Enfin, 7 p. 100 représente ce que le ministère des Finances nomme diverses sources, autrement dit les taxes sur les cigarettes, sur l'alcool et l'essence, qui, encore une fois, sont imposées à la classe moyenne.

Je n'ai pas à faire preuve de beaucoup d'imagination et je ne peux être accusé d'exagération quand je dis que 75 à 85 p. 100 de cet argent est fourni par les Canadiens de la